

ACTION URGENTE

UKRAINE. UN JOURNALISTE EMPRISONNÉ EN GRÈVE DE LA FAIM

Stanislav Aseev, journaliste indépendant ukrainien détenu depuis juin 2017 par les autorités séparatistes pro-russes de Donetsk pour des motifs fallacieux, a entamé une grève de la faim. Les autorités de facto affirment que le journaliste a mené des activités d'« espionnage » – une accusation forgée de toutes pièces liée uniquement à son travail légitime et pacifique de journaliste.

Stanislav Aseev, journaliste indépendant, fait une grève de la faim. On pense qu'il l'a entamée fin juin pour demander de meilleures conditions de détention, l'accès aux soins dont il a besoin et, à terme, sa libération. Selon des sources fiables, Stanislav Aseev se trouve actuellement dans un centre de détention informel du nom de *Izolyatsiya*, ancienne usine devenue un espace artistique jusqu'au début du conflit dans l'est de l'Ukraine en 2014. Les autorités de facto de la « république populaire autoproclamée de Donetsk » (« DNR ») ont refusé à de multiples reprises à la mission spéciale de surveillance de l'ONU en Ukraine de rendre visite à Stanislav Aseev. La mission de l'ONU a confirmé le lieu où se trouve Stanislav Aseev grâce à un ancien détenu d'*Izolyatsiya* avec qui elle a parlé après sa libération. Amnesty International a reçu des informations d'une source confidentielle suggérant que Stanislav Aseev a été victime de torture et d'autres mauvais traitements en détention en juin 2017. L'organisation ne peut pas confirmer cette information de manière indépendante mais la considère comme plausible.

D'après des personnes qui ont été détenues à *Izolyatsiya* et libérées lors d'un échange de prisonniers entre les autorités ukrainiennes et la « DNR » en décembre 2017, les conditions de détention dans cet établissement ne sont pas conformes aux normes internationales. Il ne dispose pas, entre autres, d'une équipe médicale dédiée uniquement aux détenus, et les soins ne sont prodigués que ponctuellement. Selon Ehor Firsov, ancien député ukrainien et ami de Stanislav Aseev, qui fait référence à une source anonyme à Donetsk pour protéger son identité, Stanislav Aseev est détenu dans une pièce froide et humide dans le sous-sol d'*Izolyatsiya*, et a de ce fait développé une mauvaise toux pour laquelle il ne reçoit pas de traitement régulier.

Des agents du « ministère de la Sûreté de l'État » autoproclamé de la « DNR » affirment que Stanislav Aseev s'est livré à des activités d'espionnage, une accusation qui semble liée à son travail à Donetsk en tant que journaliste infiltré. L'« enquête » sur ces allégations d'espionnage est en cours. Son état de santé et la nature arbitraire de la procédure engagée à son encontre sont très préoccupants.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en russe, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités de facto de libérer immédiatement Stanislav Aseev ;
- engagez-les, dans l'attente de sa libération, à lui permettre de recevoir des visites de la mission spéciale de surveillance de l'ONU en Ukraine et à veiller à ce qu'il ait un accès régulier aux soins dont il a besoin ;
- appelez-les à permettre à cet homme, ainsi qu'aux autres journalistes, de mener à bien leurs activités légitimes de journalistes sans ingérence, notamment lorsqu'ils entrent et sortent des territoires touchés par le conflit dans l'est de l'Ukraine ;
- rappelez-leur qu'au titre du droit international humanitaire, qui a force obligatoire pour toutes les parties du conflit, les détentions arbitraires, abusives et prolongées de civils sont interdites.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 17 AOÛT 2018 À :

Chef de la République populaire

autoproclamée de Donetsk

Aleksandr Zakharchenko

Donetsk, Ukraine

Courriel : op@dnr-sovet.su

Formule d'appel : Dear Mr.

Zakharchenko / Monsieur,

Chef du MGB

Vladimir Pavlenko

Donetsk, Ukraine

Courriel : mgbdnr@yandex.ru

Formule d'appel : Dear Mr. Pavlenko /

Monsieur,

Copies à :

Médiatrice de la DNR

Darya Morozova

Donetsk, Ukraine

Courriel : ombudsman_dnr@mail.ru

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la troisième mise à jour de l'AU 160/17. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/EUR50/6725/2017/fr/>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UKRAINE. UN JOURNALISTE EMPRISONNÉ EN GRÈVE DE LA FAIM

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Stanislav Aseev est un journaliste indépendant originaire de Donetsk, une ville de l'est de l'Ukraine contrôlée par les séparatistes pro-russes. Avant d'être placé en détention le 2 juin 2017, il travaillait sous pseudonyme, et écrivait des articles sur la vie de tous les jours dans la « république populaire autoproclamée de Donetsk » (« DNR »). En juillet 2017, on a découvert que Stanislav Aseev était détenu au secret par les autorités séparatistes pro-russes depuis le 2 juin 2017. Les autorités de facto de la DNR ont tout d'abord nié détenir des informations sur son sort et l'endroit où il se trouvait.

Le conflit dans l'est de l'Ukraine a commencé au début de l'année 2014, après l'annexion de la péninsule de Crimée par la Russie. En avril et mai 2014, des opposants au nouveau gouvernement à Kiev ont occupé des bâtiments appartenant à l'administration locale et aux agences chargées de l'application des lois dans plusieurs villes des régions de Donetsk et de Louhansk, dans l'est du pays (Donbass). Réclamant plus d'autonomie au niveau local, voire l'indépendance à l'égard de l'Ukraine, et un rapprochement avec la Russie, les organisateurs de manifestations, soutenus par la Fédération de Russie, ont formé des groupes armés et ont proclamé la création de la « république populaire de Donetsk » et de la « république populaire de Louhansk ». Les autorités à Kiev ont réagi en lançant une « opération antiterroriste » visant à reprendre le contrôle de la zone. En mai 2018, cette opération a officiellement pris fin et a été remplacée par une « opération des forces conjointes » qui a donné à l'armée ukrainienne de l'autorité dans les régions touchées par le conflit, ce qui n'était pas le cas auparavant pour les services secrets ukrainiens.

Les forces de sécurité opèrent en l'absence de tout mécanisme de contrôle dans les « républiques » autoproclamées et détiennent arbitrairement des personnes dans leurs propres centres de détention. Bien souvent, les détenus sont soumis à une « détention administrative » de 30 jours pendant laquelle ils n'ont aucun contact avec le monde extérieur. Amnesty International et d'autres organisations de contrôle des droits humains ont également recueilli des informations sur des cas dans lesquels ces détenus ont été victimes d'actes de torture et d'autres mauvais traitements visant à leur arracher des « aveux » qui sont ensuite utilisés par un « tribunal » de facto. Pour plus d'informations concernant ces pratiques, veuillez consulter le rapport conjoint en anglais d'Amnesty International et de Human Rights Watch intitulé *You Do Not Exist: Arbitrary detentions, enforced disappearances, and torture in eastern Ukraine* (<https://www.amnesty.org/fr/documents/eur50/4455/2016/fr/>)

La « DNR » n'a pas constitué correctement de tribunaux conformes au droit international et aux normes internationales. L'article 321 de son « Code pénal », qui traite de l'« espionnage », prévoit une peine pouvant aller jusqu'à 20 ans d'emprisonnement ou, en temps de guerre, la peine de mort. Au titre du droit international humanitaire, prononcer des condamnations et procéder à des exécutions sans qu'un jugement ait au préalable été prononcé par un tribunal régulièrement constitué et conforme au droit international et aux normes internationales constitue un crime de guerre.

Nom : Stanislav Aseev

Homme

Action complémentaire sur l'AU 160/17, EUR 50/8754/2018, 21 juillet 2017